

«LE G8 EST UNE CHANCE POUR LA SUISSE»

Président de la Confédération en cette année 2003, Pascal Couchepin représentera la Suisse lors de la rencontre élargie du G21 à Evian. Interview.

Coopération. *En organisant la réunion du G8 à Evian, la France laisse tous les problèmes à la Suisse. Pourquoi avoir accepté de participer à l'organisation?*

Pascal Couchepin. La France a le droit d'inviter ses hôtes où elle le désire. Du moment qu'elle le fait à Evian, il semble évident que cela implique des problèmes de sécurité qui devront être résolus conjointement par les deux pays. Personne n'aurait l'idée, en Suisse, de demander l'autorisation à la France d'organiser une réunion à Genève. Même si cela pose des problèmes de sécurité à Annemasse. Nous sommes deux pays souverains, amis, qui collaborons quand cela s'avère nécessaire. Par ailleurs, le G8 ne constitue-t-il pas une formidable publicité pour l'Arc lémanique? Il y aura des milliers de journalistes, toutes les télévisions du monde auront les yeux braqués sur la région.

Daniel Brélaz vous rétorquerait que s'il y a de la casse, la pub sera plutôt mauvaise... Doit-on vraiment accueillir tous ces dirigeants à Lausanne?

Ecoutez: on peut éteindre la lumière, fermer la porte et décider de se cacher dans son lit... Soit décider de ne plus prendre le moindre risque. Cela ne correspond pas à ma vision de la Suisse. Un Etat, c'est une entité vivante, qui noue des relations, qui est heureuse de recevoir des journalistes, des chefs d'Etat. Ne soyons pas autistes!

Sincèrement, vous pensez que le G8 aura des retombées positives pour la Suisse?

Bien entendu. Le G8 est une chance. Lorsque vous allez, comme citoyen ou individu, à un concert, une réunion de famille ou une rencontre culturelle, est-ce que vous vous demandez ce qu'il y a à gagner sur le moment? Non. Mais si vous ne participez jamais à ce genre d'événements, votre vie sera à coup sûr moins intéressante, moins riche... Pis: un jour, vous le payerez même sur le plan économique.

A en croire les médias, le G8 fait peur à tout le monde. Estimez-vous que cette perception négative du sommet est dominante dans notre pays?

La Télévision suisse romande par exemple, après avoir singulièrement manqué de distance pendant la guerre en Irak - durant laquelle elle a systématiquement émis des prédictions catastrophiques - se «rapatrie» sur des sujets qu'elle pense maîtriser. En alimentant des psychoses locales, qu'il s'agisse de la pneumopathie ou du G8, elle est plus provinciale, touche directement son public. Est-ce un bien ou un mal? Je pense qu'il est bon de débattre des questions sécuritaires que pose la rencontre d'Evian (droit de manifestation, coopération intercantonale, coordination entre cantons et Confédération). Mais ce n'est pas le seul angle existant. Je souhaiterais aussi qu'on nous dise que le G8 s'est ouvert à beaucoup d'autres pays et qu'en prenant part au sommet, la Suisse est un membre actif de la famille internationale.

Une réunion comme le G8, c'est donc important pour la bonne marche de la planète?

Evidemment. Quand les éléphants se battent, toute la forêt tremble! Par là, je veux dire que si les chefs d'Etat ne se rencontrent pas régulièrement, ça peut vite devenir dangereux. Particulièrement dans un contexte d'après-guerre, comme actuellement. Le G8 ne doit certes pas devenir le directoire du monde. Mais ce genre d'exercice reste nécessaire, même s'il comporte des limites.

Ce sommet ne semble guère faire dans le concret. Les agendas des participants sont surchargés, tout y est ficelé à l'avance...

En êtes-vous bien sûr? Ce n'est pas parce que la déclaration commune est rédigée à l'avance - autrement, ce ne serait pas possible - que les discussions n'ont pas de valeur. Et de toute façon, quelle alternative? Ne plus organiser de rencontres?

En raison de ces problèmes d'agenda, vous avez dû annuler votre face-à-face avec George Bush. Qu'auriez-vous aimé lui dire?

Ne créons pas la frustration en imaginant un dialogue qui n'a pas eu lieu! D'abord, cela m'aurait intéressé de le «sentir» dans les rapports humains, de percevoir sa manière d'aborder les problèmes.

Et comment traite-t-il un Etat comme la Suisse, petit, mais doté d'un certain poids économique, qui investit beaucoup aux Etats-Unis? Quel rôle voit-il pour notre pays dans sa vision du monde? Pour ma part, je lui aurais donné notre point de vue sur ce rôle, ainsi que nos attentes envers une puissance comme les Etats-Unis.

La Suisse ne devrait-elle pas inviter officiellement le président des Etats-Unis?

Vous savez, les Américains se déplacent seulement où il y a des problèmes!

A défaut d'un entretien avec George Bush, vous allez participer au G8 élargi. Quel sera le contenu de votre déclaration?

Ce sont les positions défendues par la Suisse - notamment à l'OMC. J'évoquerai notamment notre conception du développement et j'adopterai une position favorable à la croissance en ce qui concerne la politique économique internationale.

A Evian, n'avez-vous pas peur que l'après-guerre en Irak occulte tous les autres problèmes, et notamment ceux des pays émergents?

Rien que le fait que de grands pays émergents soient présents, c'est déjà important. Quand vous invitez quelqu'un, vous ne pouvez pas ensuite ignorer ses propos. Après, tout dépendra de leurs dirigeants. A eux de s'exprimer.

Etre sur la photo du sommet, ça flatte votre ego?

Honnêtement, j'ai appris à maîtriser ce genre de satisfaction. Ceux qui me connaissent savent bien que là n'est pas ma motivation première. Cela ne me déplaît pas, sans provoquer toutefois un bonheur durable... Je préfère de loin une bonne conversation d'une demi-heure.

Les questions de sécurité ont fait éclater au grand jour certains problèmes liés à notre fédéralisme notamment. La police fédérale, c'est pour bientôt?

Pas forcément. Les cantons ne peuvent plus résoudre certains problèmes en agissant seuls. Cela ne signifie pas qu'il faut changer le système. Nous devons certes simplifier nos procédures, instaurer des collaborations efficaces, mettre en place des mécanismes. Bien sûr, si l'on ne parvient pas à réaliser cela, la question d'une police fédérale viendra un jour sur le tapis. Immanquablement.

De façon générale, nos institutions ne sont-elles pas devenues obsolètes?

En quelques mois, la Suisse a mis sur pied un programme d'économie de l'ordre de 3 milliards de francs, soit 8% du budget. L'an passé, nous avons - du moins je l'espère - assaini l'assurance-chômage et assuré sa pérennité. Nous sommes en train de mettre en place un financement à long terme du système social. Allez voir ailleurs, en France, en Allemagne: grèves générales, affaiblissements, mises en péril de Gouvernements. Par comparaison, on peut légitimement se demander si nos institutions ne font pas montre d'une efficacité redoutable.

Propos recueillis François Mauron et Jean-Christophe Aeschlimann